



1^{er} MAI : Nous appelons tous les travailleurs, les jeunes à participer massivement à la manifestation du 1^{er} Mai pour en faire une manifestation de combat et de défense de tous les chômeurs, travailleurs, travailleuses, suisses et immigrés.

Premier Mai, c'est la fête de la lutte et de l'unité des travailleurs du monde entier. Cette année le premier Mai a une signification politique particulière à Madrid, Lisbonne, Milan et Paris où les travailleurs par leurs luttes remettent en cause une société qui légalise le droit d'une minorité de capitalistes à décider de leur condition de vie et de travail. En Espagne particulièrement, des mobilisations de masses sans précédent mettent en échec la dictature franquiste et forgent l'unité de tout un peuple pour abattre ce régime sanguinaire et construire une Espagne socialiste.

Aujourd'hui c'est en Europe capitaliste que se développent les batailles décisives pour la classe ouvrière. Pour les peuples du Tiers Monde, la victoire des révolutionnaires indochinois, il y a une année, a été un encouragement extraordinaire, et ce premier mai nous affirmons aussi notre solidarité entière avec tous les peuples en lutte contre l'impérialisme pour leur libération, comme les peuples angolais, palestinien et saharouis.

Refuser une telle logique c'est se battre :

- * CONTRE LES LICENCIEMENTS, CONTRE LE CHOMAGE DES JEUNES, les ouvriers ne sont pas de simples rouages d'une économie qui profite au patronat.
- * POUR LA REDUCTION MASSIVE DU TEMPS DE TRAVAIL, 40 heures immédiatement sans diminution de salaire et sans augmentation de cadences constitue un premier pas pour lutter contre le chômage. Mais cette bataille s'inscrit aussi dans le cadre du combat pour une société socialiste : une réduction radicale du temps de travail est nécessaire afin de permettre à tous les travailleurs de prendre en charge leurs besoins dans le cadre d'une économie et d'une société qu'ils contrôleront.
- * POUR L'ADAPTATION AUTOMATIQUE DES SALAIRES ET DES RENTES AU RENCHERISSEMENT. Les capitalistes savent garantir l'accumulation de leur profit, il n'y a aucune raison que la classe ouvrière fasse les frais de l'inflation.
- * POUR UNE SECURITE SOCIALE UNIQUE ET GENERALISEE. Comme premier pas, il faut lutter pour une AVS-AI complète, contre l'escroquerie du 2ème pilier qui fait de la retraite une source de profit pour les patrons des assurances.
- * CONTRE UN SYSTEME FISCAL QUI EPARGNE LES FRAUDEURS DU FISC, LES BANQUIERS ET LES PATRONS; CONTRE L'INTRODUCTION DE LA TVA; POUR UN IMPOT FORTEMENT PROGRESSIF SUR LES REVENUS ET LES FORTUNES.
- * POUR UN IMPOT UNIQUE SUR LE CAPITAL afin de financer des mesures anti-crise.

LA REPONSE DES TRAVAILLEURS A LA CRISE DU SYSTEME

En Suisse aussi, le capitalisme connaît une crise qui dévoile son caractère d'exploitation et d'oppression : avec les licenciements, le renvoi massif des immigrés, le chômage, s'effondre l'idée du "capitalisme social", d'une répartition "juste et équitable" des revenus. Des milliers de travailleurs ont été jetés à la rue et ont vu leur pouvoir d'achat diminuer. C'est un exemple manifeste de l'anarchie capitaliste. Les patrons demandent aux ouvriers de faire des sacrifices parce qu'ils produisent trop. Le système arrive à une surproduction qui grippe tous ses rouages : trop de marchandises sont produites alors que deux tiers de l'humanité manquent de tout. Une des contradictions les plus criantes d'un régime basé sur la recherche du profit.



UN PREMIER PAS FRANCHI VERS LA SOLIDARITE ET L'UNITE DES TRAVAILLEURS EN SUISSE

Les travailleurs et travailleuses de Bulova en occupant leur usine, les travailleurs de Matisa en faisant grève, en élitant un comité de grève en assemblée générale ont montré la seule voie possible pour imposer leurs revendications : L'UNITE ET LA SOLIDARITE. Entre hommes et femmes, suisses et immigrés, ouvriers et apprentis, les intérêts sont les mêmes face aux attaques des patrons. Les comités de chômeurs qui regroupent des travailleurs syndiqués et non-syndiqués, qui travaillent en commun avec des sections syndicales vont dans le sens de la solidarité entre ceux qui travaillent encore et ceux qui sont licenciés. Cette unité est indispensable pour éviter que le patronat utilise le chômage afin de faire pression sur les salaires.

Les femmes sont les premières licenciées, les apprentis et les jeunes ne trouvent plus de travail, les immigrés privés de tout droit sont expulsés : les patrons essaient de diviser les travailleurs; ceux-ci n'ont pas de meilleure arme que leur unité dans l'action. Quelles que soient les perspectives de reprise de l'économie, le patronat veut maintenir un certain taux de chômage. DANS LES ENTREPRISES, SUR LES LIEUX DE TRAVAIL, DANS LES CENTRES D'APPRENTISSAGE, DANS LA RUE, LES TRAVAILLEURS DOIVENT SERRER LES RANGS POUR RIPOSTER AUX CONSEQUENCES DE LA CRISE QUE LE PATRONAT ET LE CONSEIL FEDERAL VEULENT LEUR FAIRE PAYER.

Le combat des travailleurs aujourd'hui même en Suisse prépare la possibilité d'une société sans exploitation ni oppression, une société socialiste où la majorité de la population décidera elle-même de ses besoins, de ses conditions de vie et de travail.

"LA SEULE ALTERNATIVE VIABLE A LA SITUATION DE L'HORLOGERIE COMME A LA CRISE QUI SECOUR LE MONDE OCCIDENTAL, C'EST LE SOCIALISME QUI REND LES OUTILS DE TRAVAIL AUX PRODUCTEURS, UNE VOIE SOCIALISTE QUI LEUR PERMET D'ETRE MAITRE DE LEUR DESTIN."

Charles Praget, dirigeant de la lutte des Lips, avril 1976.

PROGRAMME FEDERAL DE RELANCE... POUR RELANCER LES PROFITS

Le Conseil Fédéral prétend répondre à l'aggravation de la crise par 3 milliards de Fr, et par ce pompeux programme de relance, "nos élus" tentent de faire croire aux travailleurs qu'ils vont réparer les maux de la récession.

Mais les 30.000 chômeurs complets ne seront pas réengagés de si tôt, et les 300.000 postes supprimés (chômage exporté des immigrés, camouflé des femmes et des jeunes) ne seront pas tous pourvus. La restructuration s'opère allègrement, les cadences augmentent, les salaires baissent... et le programme de relance vient encore en augmenter le cours.

3 étapes pour le Conseil Fédéral,
3 étapes de l'escroquerie patronale :

- été 75, c'était le "Programme d'investissements". Un simple exemple : 60 mios de Fr étaient injectés dans l'industrie horlogère sous forme d'aide à l'exportation. Où sont-ils passés, qui en a décidé? Ce que les travailleurs voient : le chômage continue à augmenter.
- fin 75 : "Supplément au budget", c'est le 2^e pas.
- mars 76 : "Mesures de relance contre le chômage"

De cette troisième étape, 1/4 est destiné à la CONTRAVES SA., filiale de BUEHRLE, ... pour la fabrication d'armes! La bourgeoisie réussit une double opération: elle renforce sa position déjà forte sur le marché mondial des armes, et redore le blason des militaristes. Mais, de cette facture destinée à 45 Skyguards, aucun poste nouveau de travail, puisque Contraves utilise à 100% ses capacités de production et a déjà assez de commandes. Quant aux 600 mios destinés aux projets de constructions cantonales et communales, ils seront accordés si le canton ou la commune peut financer les 90% du projet. Soit, réservé aux cantons et communes déjà riches. Toute la région horlogère, les cantons pauvres tels le Jura ou le Valais ne pourront pas y prétendre. L'inégalité dans le développement régional va s'accroître.

Ainsi, l'ensemble des injections conjoncturelles auxquelles nous assistons, arment les plus forts et développent les capacités de profits des plus rentables. MAIS TOUT CELA N'A RIEN A VOIR AVEC LA RELANCE CONTRE LE CHOMAGE.

Le Conseil Fédéral aurait-il appliqué le Programme de relance revendiqué par le PS et l'USS lors de la dernière campagne électorale? Non seulement leur projet s'est vu échelonné, afin de laisser se relâcher le marché du travail et ainsi de faire pression sur les salaires, mais de

plus, ni le PS, ni aucune force du mouvement ouvrier n'a de contrôle sur les destinataires des fonds injectés: Le plan de relance ne relance pas l'emploi, mais il sert aux capitalistes à relancer leurs profits, là où ils sont assurés.

AUJOURD'HUI POUR LES TRAVAILLEURS, le problème n'est pas de relancer l'économie capitaliste soumise à des crises successives. La seule vraie bataille contre le chômage s'appuie sur l'UNITE DES TRAVAILLEURS DANS LA LUTTE : comme à LIP, les travailleurs de BULOVA, de MATISA ont pris en main la défense de leur emploi contre les décisions patronales de liquider des travailleurs.

DEMAIN, notre lutte visera à créer des postes de travail pour satisfaire les besoins sociaux de tous : santé, formation professionnelle de qualité, garderies et cantines gratuites de quartiers, financés grâce à de forts impôts sur les hauts revenus et les fortunes. Nous ne construirons plus des autos et autoroutes meurtrières, ni des armes ou des prisons mais des hôpitaux et des écoles pour tous...

SOLIDARITE AVEC L'ESPAGNE EN LUTTE

manif.nationale 15 MAI A BERNE

A Bienne, comme dans plusieurs villes de Suisse, des "comités pour l'amnistie de tous les prisonniers politiques en Espagne" organisent une campagne de solidarité pour exiger la libération immédiate de tous les prisonniers politiques espagnols et le retour de tous les exilés. Une pétition nationale a été lancée dans ce but. Elle sera déposée dans le cadre de cette manifestation.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ESPAGNOL EN LUTTE CONTRE LA REPRESSION ET POUR UNE ESPAGNE SOCIALISTE.



AMAG: LA LIBERTE D'EXPRESSION A NOUVEAU MENACEE.

Après les divers procès où des militants ont été condamnés, entre autre pour utilisation du terrain public à d'autre fins que la circulation sans autorisation (à la rue de Nidau la circulation est interdite et l'exposition du comité Indochine vaincra avait lieu sur le trottoir), après les offres éhontées du détective Roger Ramseier qui se propose d'aider les entreprises à se débarrasser des ouvriers combattifs, c'est aujourd'hui l'AMAG qui ouvre une étape de plus dans la guerre contre la gauche.

A la suite du procès contre le rédacteur en chef du journal du PSR le "Courrier romand" un autre procès se prépare actuellement contre deux éditeurs responsables de tracts de la LMR. Les tracts concernés dénonçaient d'une part les faits qui s'étaient produits devant l'AMAG où deux distributeurs de tracts du comité Chili avaient été brutalisés, et d'autre part les conditions dans lesquelles les quelques 60 apprentis de l'AMAG effectuaient leur apprentissage.

Cette fois encore il est nécessaire que l'ensemble du mouvement ouvrier se mobilise pour la défense des droits démocratiques.

imp. stj. biel



FIN D'APPRENTISSAGE DEBUT DU CHOMAGE?

Cette année, lors des cérémonies officielles de clôture, les discours dégoulinant d'auto-satisfaction et de moralisme auront du mal à passer la rampe.

En effet, d'après une enquête de l'office municipal de statistique, sur 680 apprentis questionnés (le 95%) et 166 étudiants (le 65%), seul 52,8% avaient trouvé un emploi et parmi ce pourcentage très faible, seuls 74,9% ont répondu que leur future activité correspondrait au métier qu'ils ont appris.

Au séminar ils sont 17 sur 77 "patentés" à avoir trouvé un poste fixe.

A ce sombre tableau vont s'ajouter encore les jeunes qui vont terminer leur école de recrue et qui porteront à 2 sur 5 la proportion de chômeurs âgés de moins de 24 ans.

Ainsi le chômage des jeunes en Suisse est comme en Allemagne et en France un des aspects particuliers de la récession actuelle. Mais en Suisse "grâce" à la paix du travail, les apprentis et les jeunes travailleurs se trouvent avec les immigrés et les femmes parmi les plus démunis face aux attaques patronales. Ce qui ne peut qu'accentuer la misère de la formation professionnelle et ses conséquences à long terme sur l'ensemble de la classe ouvrière: ceux qui sortent de l'école primaire ont de la peine à trouver un apprentissage qui leur convienne du fait de la régression de l'offre de places dans plusieurs secteurs de l'industrie (bâtiments, arts graphiques). Cela favorise les petites entreprises du secteur alimentaire et des services (augmentation de 30% des contrats en 75 par rapport à 74 dans le canton de Berne). Ces entreprises sont connues d'une part pour surexploiter la main d'oeuvre bon marché que représentent les apprentis, et d'autre part pour n'offrir que peu de perspectives de travail après l'apprentissage.

D'une façon générale, les entreprises mettent de plus en plus le poids sur la discipline et les cadences. Par des tests à l'entrée de l'apprentissage, elles sélectionnent ceux qui sortent de l'école; elles introduisent même le salaire aux points chez les apprentis. De plus, la division entre apprentissage court sur 2 ans et apprentissage long se généralise.

C'est contre cette formation professionnelle qui tend à introduire la division dans les rangs des travailleurs qu'il s'agit de se battre et il faut en faire une bataille de l'ensemble du mouvement ouvrier sur les axes suivants:

- contre l'apprentissage lié à une entreprise, pour une formation professionnelle unifiée, avec des ateliers étatiques, qui garantisse à tous une réelle qualification
- pour la garantie de l'emploi
- pour une politique de recyclage aux frais du patronat.

Comité-Brèche: Argentine

Vendredi 7 mai à 19 h 30 au Café P's

Séance publique sur les conséquences du coup d'état militaire, ce qu'était le péronisme, que signifie ce développement pour l'Amérique-latine et quelles perspectives les révolutionnaires ont-ils aujourd'hui en Arg. le ?